

Commentaire de l'arrêt du 6 février 1991 de la Cour d'appel de Versailles (14^{ème} chambre) : Bloch contre société Lima

Cet arrêt peut être remarqué à plusieurs égards : outre le fait d'être le premier à mettre en œuvre le paragraphe 5 de l'article 4 de la Convention de Rome du 19 juin 1980 (clause d'exception), il en fait une application que l'on peut aisément remettre en cause.

Rappelons d'abord les faits. M. Bloch, gérant de la société française Loisirs Modélisme, s'est engagé, par un contrat de cautionnement, à cautionner les dettes de sa société envers la société italienne Lima dont elle est le distributeur exclusif en ce qui concerne la vente de ses produits en France. Suite à la cessation des paiements par la société française, la société italienne a poursuivi M. Bloch en sa qualité de caution. Cette demande ayant été accueillie par le tribunal de grande instance de Pontoise par jugement du 5 février 1990 en application de la loi italienne retenue par le tribunal, M. Bloch interjette appel. Devant la Cour d'appel, il retient l'applicabilité de la loi française aux motifs que son engagement de cautionnement ne comprenait pas de loi applicable, que cet engagement était postérieur de plus de trois ans au contrat de distribution sélective entre sa société et la société défenderesse et que le cautionnement, en tant qu'engagement distinct, devait être étudié distinctement quant à la détermination de la loi choisie par les parties (sur ce point, il apporte plusieurs éléments : il est français, domicilié en France, propriétaire d'immeubles en France et sa société possède son siège social et son exploitation en France). Il soutient par ailleurs que, même si la loi italienne est applicable, son cautionnement est nul puisque ni individualisé ni caractérisé et ni souscrit en monnaie italienne (NB : il était souscrit en francs français).

La Cour d'appel dans le présent arrêt le déboute de sa demande. Bien que la solution semble bonne c'est-à-dire juste dans le sens où M. Bloch savait à quoi il s'engageait, on peut se demander si la mise en œuvre de la clause d'exception par la Cour pour rejeter cette demande n'est pas inadaptée en l'espèce.

C'est donc après avoir étudié la mise en œuvre de cette clause (I) que nous verrons qu'elle est, en l'espèce, contestable (II).

I) La mise en œuvre de la clause d'exception

Après avoir étudié le système général de la clause d'exception (A), nous verrons l'application qu'en a fait la Cour d'appel dans l'arrêt d'espèce (B).

A. Le système de l'article 4 paragraphe 5 de la Convention de Rome de 1980

- Ce système est un raisonnement en deux temps : soit on constate qu'on ne peut déterminer la prestation caractéristique (mais cela ne concerne pas l'espèce), soit on applique le paragraphe 2 de l'article 4 après avoir constaté l'absence de volonté exprimée par les

- parties (1^{er} temps) avant d'écarter l'application du paragraphe 2 pour celle du paragraphe 5 (2^{ème} temps).
- Le paragraphe 5 est appliqué s'il y a des liens plus étroits avec un pays qui n'est pas celui désigné par la présomption du paragraphe 2.
 - C'est au juge qu'il revient de déterminer s'il y a des liens plus étroits avec la loi d'un autre Etat.
 - Cette clause permet une plus grande souplesse.

B. Les "liens plus étroits" retenus par la Cour d'appel

- Aucune volonté n'ayant été exprimée, l'article 4 paragraphe 2 de la Convention de Rome est mis en œuvre ; ce paragraphe présume que la loi française est compétente (résidence habituelle du débiteur de la prestation caractéristique, ici ce débiteur est M. Bloch qui réside en France).
- Mais, la Cour retient plusieurs indices, plusieurs liens plus étroits selon elle avec l'Italie : le contrat de distribution (obligation principale) était régi par la loi italienne, le contrat de cautionnement avait été rédigé en langue italienne et signé en Italie et le créancier avait son domicile en Italie.
- Au regard de ces éléments, il semble à la Cour que l'Italie a des liens plus étroits avec le contrat que la France et déclare donc la loi italienne applicable en vertu de la clause d'exception figurant à l'article 4 paragraphe 5 de la convention précitée.

Si le fait de vouloir appliquer la loi italienne afin de valider l'engagement de M. Bloch pour l'empêcher de se cacher derrière la loi française dans le but d'échapper à cet engagement semble être la solution, la position la plus juste, il n'en reste pas moins que l'utilisation de la clause d'exception de l'article 4 paragraphe 5 de la Convention de Rome de 1980 n'était ni judicieuse ni justifier ce qui rend cette décision contestable.

II) Une application contestable de l'article 4 paragraphe 5 de la Convention de Rome de 1980

Nous démontrerons en quoi l'argumentation de la Cour d'appel peut surprendre et être critiquée (A) avant de proposer des améliorations au mécanisme de la clause d'exception (B).

A. Une argumentation biscornue

- Il faut d'abord noter que la Convention de Rome n'était pas applicable à l'espèce puisque non en vigueur au moment de la décision : l'arrêt est daté du 6 février 1991 alors que la convention n'est entrée en vigueur que le 1^{er} avril 1991. De plus, l'article 17 de cette même convention précise qu'elle ne s'applique qu'aux

contrats conclus après son entrée en vigueur (dans l'Etat du juge saisi).

- La jurisprudence antérieure à la Convention de Rome et qui aurait donc dû être appliquée à l'espèce aboutissait au même résultat (application de la loi italienne). Qui plus est, elle est plus simple à mettre en œuvre : plusieurs arrêts antérieurs retenaient que « si le contrat de cautionnement est soumis à sa loi propre, il y a lieu de présumer, dans le silence de la convention à cet égard, qu'il est régi par la loi de l'obligation garantie » (ex : civ. 1^{ère}, 1^{er} juillet 1981, société Total Afrique contre Serrure ; ch. soc., 14 janvier 1976), en l'espèce, l'obligation garantie à savoir le contrat de distribution était soumis à la loi italienne comme l'a relevé la Cour.
- Les liens retenus par la Cour d'appel sont en eux-mêmes contestables : elle s'est attachée au domicile du créancier alors même que la Convention de Rome retient celui du débiteur, la langue du contrat n'a jamais eu d'influence quant à la détermination de la loi applicable et le lieu de conclusion n'est plus retenu.
- Paul Lagarde fait aussi remarquer qu'il s'agit d'une question de forme plus que d'une question de fond en l'espèce (cf. l'absence de mention manuscrite).

B. Proposition d'amélioration

- Les conséquences de la mise en œuvre de la clause d'exception ne sont pas les plus satisfaisantes puisqu'elle réintroduit tous les inconvénients du système casuistique, principalement une moins bonne prévisibilité. On pourrait donc envisager plusieurs solutions ou plus exactement plusieurs précisions à apporter.
- Il serait de bienvenu de préciser que l'utilisation de la clause d'exception devrait rester exceptionnelle.
- Une deuxième précision à apporter serait de la faire jouer si les liens avec une autre loi sont manifestement plus étroits. On pourrait envisager ici de poser deux conditions : d'abord que la loi désignée par la présomption n'ait aucun lien sérieux avec le contrat (ce qui serait rare), ensuite que l'autre loi ait un titre particulièrement fort à s'appliquer.